

La Force « arabe » de Défense commune

par *Thierry Meyssan*

De nombreux Etats et personnalités qui avaient pris position au début de la guerre du Yémen se sont ravisés. Se gardant de se positionner automatiquement selon le clivage sunnites/chiites, ils appellent au cessez-le-feu et à une solution politique. Derrière cette guerre inutile se cache en effet le projet de création d'un Otan arabe... sous commandement israélien.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | DAMAS (SYRIE) | 20 AVRIL 2015

ITALIANO DEUTSCH PORTUGUÊS ESPAÑOL فارسی РУССКИЙ



Nabil el-Arabi, secrétaire général de la Ligue arabe, tente d'expliquer le projet de Force « arabe » de Défense commune.

Dans sa *Doctrine de Sécurité nationale*, publiée le 6 février 2015, le président Obama écrivait : « *Une stabilité à long terme [au Moyen-Orient et en Afrique du Nord] requiert plus que l'usage et la présence de Forces militaires états-uniennes. Elle exige des partenaires qui soient capables de se défendre par eux-mêmes. C'est pourquoi nous investissons dans la capacité d'Israël, de la Jordanie et de nos partenaires du Golfe de décourager une agression tout en maintenant notre engagement*

indéfectible à la sécurité d'Israël, y compris par son avance militaire qualitative » [1].

La lecture attentive du document ne laisse aucun doute. La stratégie du Pentagone consiste à créer une version moderne du Pacte de Bagdad, un Otan arabe, de manière à pouvoir retirer ses forces militaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et à les repositionner en Extrême-Orient (le « pivot » contre la Chine).

De même, il est clair que dans sa vision, le Pentagone envisage que cette « *Force arabe de Défense commune* » soit constituée d'États du Golfe et de la Jordanie et qu'elle soit placée sous commandement israélien. Si l'on reprend l'exemple du Pacte de Bagdad, on se souviendra qu'il avait été constitué par le Royaume-Uni avec ses anciennes colonies. Cependant, au bout de trois ans, son état-major fut placé sous commandement du Pentagone, bien que les États-Unis n'aient jamais adhéré au Pacte.

En novembre 2013, le président israélien d'alors, Shimon Peres, est intervenu, par vidéo-conférence devant le Conseil de sécurité du Golfe, réuni à Abu Dhabi en présence de représentants des principaux membres de la Ligue arabe et d'États sunnites d'Asie [2]. Son intervention, qui portait sur la nécessité d'un nouveau pacte militaire face à l'Iran, avait été longuement applaudie.

Le Sipri de Stockholm vient de révéler que l'Arabie saoudite se serait préparée à créer la « Force arabe de Défense commune » en augmentant son budget militaire en 2014 de 13 milliards de dollars (+17 % !).

Riyad tente d'impliquer le plus grand nombre d'États possibles dans ce projet. Il a ainsi réussi à acheter la participation de l'Égypte. Pour ce faire, les États du Golfe ont offert 12 milliards de dollars pour les projets d'investissement du Caire, lors de la conférence économique de Charm el-Cheikh, le 13 mars.

La Ligue arabe a adopté ce projet lors de son sommet de Charm el-Cheikh, le 1er avril. Officiellement, il s'agit d'appliquer le Traité de Défense arabe de 1950. pour lutter contre le terrorisme, à moins que ce ne soit pour satisfaire les ambitions saoudiennes au

Yémen. La guerre contre les Houthistes, dont personne ne comprend la nécessité, joue ici le rôle d'un exercice grandeur nature, sans que l'on manifeste de compassion pour le millier de morts et les 3 000 blessés qu'elle a déjà entraînés.

D'ores et déjà, selon Stratfor, l'état-major militaire de l'opération « Tempête décisive » n'est pas en Arabie, mais au Somaliland. Ce pays, qui proclama son indépendance en 1960, puis fut rattaché à la Somalie à la suite d'un coup d'État en 1969, proclama une seconde fois son indépendance en 1991 avant d'être réintégré à nouveau à la Somalie, en 1994, et proclama une troisième fois son indépendance en 2002. Lors de ses deux premières indépendances, Israël fut le premier État à reconnaître le Somaliland. Actuellement cet État n'est reconnu par personne, mais depuis 2010, c'est une base israélienne pour contrôler le détroit de Bab el-Mandeb qui relie le canal de Suez et la mer Rouge au Golfe d'Aden et à l'océan Indien.

Les chefs d'état-major de la Ligue arabe se rencontreront le 22 avril pour évaluer les unités qu'ils pourraient mettre à disposition de ce dispositif. L'Égypte, le Koweït et le Maroc —tous trois impliqués dans les bombardements au Yémen—présenteront un rapport préliminaire, le 1er juillet.

Tout cela était malheureusement prévisible. Après avoir trahi le Peuple syrien en excluant la République arabe syrienne de ses rangs en violation de ses statuts, la Ligue arabe s'apprête à trahir le Peuple palestinien et à placer ses armées sous le commandement d'un État colonial.

Thierry Meyssan

[1] *National Security Strategy*, White House, February 6, 2015. Et notre commentaire : « *Obama réarme* », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 9 février 2015.

[2] « *Shimon Peres s'est exprimé devant le Conseil de sécurité du Golfe, fin novembre* », *Réseau Voltaire*, 3 décembre 2013.